

ABDELHAMID BENCHARIF [*]

Les objectifs de l'économie agro-alimentaire : analyse du système alimentaire et formulation de stratégies

Au cours des deux dernières décennies, le concept "agro-alimentaire" et les nombreuses terminologies [1] qui lui sont associées, se sont imposés dans les travaux des praticiens, les discours politiques, les débats des organisations internationales et ont été adoptés par les chercheurs et les théoriciens de l'analyse économique.

Les connaissances théoriques ont été progressivement enrichies par l'expérience accumulée en matière de conception, de mise en oeuvre et d'analyse des politiques alimentaires et nutritionnelles.

Actuellement, nous disposons d'une somme importante d'études et de recherches portant sur les divers aspects de l'alimentation.

Beaucoup de chercheurs [2] ont déjà tenté d'établir une synthèse des travaux de recherche qui relèvent du domaine de l'économie agro-alimentaire. Cependant, devant la multiplicité des thèmes abordés et la diversité des approches utilisées, il est pratiquement impossible d'élaborer un bilan systématique.

En effet, l'alimentation, considérée comme un "fait social total" concerne plusieurs secteurs économiques et intéresse différentes disciplines. Et, dans chaque domaine de recherche spécifique, les approches varient selon le pays considéré, sa forme d'organisation socio-économique et son niveau de développement.

La quasi-totalité des chercheurs reconnaissent la nécessité d'une approche multisectorielle et multidisciplinaire et s'accordent sur le fait que l'économie agro-alimentaire, en tant que discipline nouvelle, a permis beaucoup de progrès dans l'analyse de la réalité économique de plus en plus complexe.

Cependant, le champ, les objectifs, le contenu de l'économie agro-alimentaire et ses principaux concepts sont perçus de différentes façons ; la nature exacte de l'économie agro-alimentaire soulève certaines ambiguïtés. Les principales équivoques se situent au niveau de la définition des concepts qui peut varier selon les spécialistes ou les pays. Ces équivoques peuvent être facilement dissipées par une confrontation et une harmonisation des définitions. Mais beaucoup de confusions sont également dues à l'utilisation abusive des concepts et des terminologies, surtout depuis que la notion d'agro-alimentaire est en vogue.

Dans le cadre de cet article, il serait vain de vouloir présenter une analyse exhaustive des courants de pensée qui ont forgé l'économie agro-alimentaire, ou de prétendre lever toutes les ambiguïtés qui l'entourent. Une telle tentative ne pourrait être que réductrice d'une réalité complexe et hétérogène. Toutefois, un examen des tendances les plus significatives dans différents pays et à travers diverses spécialités nous permettra d'esquisser la nature et l'ampleur de l'économie agro-alimentaire et de préciser ses objectifs. Une telle rétrospective nous permettra, par la suite, de situer, dans ce vaste mouvement d'idées, notre réflexion sur les stratégies agricoles et alimentaires de l'Algérie.

I - La formation de l'économie agro-alimentaire dans les pays développés

1. 1. Transformations du système alimentaire et processus de développement

Dans l'ensemble des pays développés, la notion d'économie agro-alimentaire a pris naissance sous la pression de deux évolutions :

- la croissance de la demande alimentaire avec une orientation de la consommation vers les produits transformés.
- les mutations de l'appareil productif caractérisées par l'importance croissante de l'industrie de transformation et de la sphère de distribution.

L'émergence de l'économie agro-alimentaire apparaît comme une conséquence logique du processus de développement ; elle exprime l'intégration des secteurs qui participent à la production et à la consommation alimentaire, ainsi que le "déclin relatif" de la composante agricole [3]. En relation avec cette dynamique de développement, le processus de formation de l'économie agro-alimentaire en tant que discipline a été différent selon les pays.

Dans les pays occidentaux à économie de marché ; la plupart des chercheurs attribuent la naissance de l'économie agro-alimentaire aux américains DAVIS et GOLDBERG [4] qui ont été les premiers à utiliser l'approche systématique pour analyser les filières agro-alimentaires. Depuis, plusieurs travaux de recherche ont permis de développer différents types d'approches et de préciser la nature et l'objet de l'économie agro-alimentaire.

L'économie alimentaire est définie comme une discipline nouvelle qui "s'intéresse à la formation et à la répartition de la valeur dans l'ensemble du complexe agro-alimentaire. Ce complexe s'analyse en trois composantes fondamentales, correspondant à trois phases dans le processus de production agro-alimentaire : la production, la transformation, la distribution, et à trois sous secteurs socio-économiques fonctionnels : l'agriculture, les industries et la distribution agro-alimentaire..." [5].

L'économie agro-alimentaire envisage donc les différents secteurs qui constituent la "chaîne alimentaire" en tant que système unique et

complexe, intégré à l'économie nationale. Le système agro-alimentaire est alors défini comme étant l'ensemble des activités qui concourent à assurer la satisfaction des besoins alimentaires d'une population.

Bien que l'ensemble des chercheurs s'accordent sur la nécessité de cette approche systématique, sur le plan théorique, l'économie agro-alimentaire n'a pas toujours la même définition : la sphère de consommation et (ou) les industries en amont de la production agricole peuvent ne pas être retenues dans la définition de l'économie agro-alimentaire.

En outre, si le processus de transformation du système agro-alimentaire présente des tendances semblables dans l'ensemble des pays occidentaux, les rythmes, les niveaux de transformation et les mécanismes d'intégration agro-industrielle correspondants, diffèrent. D'une manière générale, dans tous les pays occidentaux, la dynamique de l'économie alimentaire est caractérisée par une domination de la sphère industrielle en amont et en aval de l'agriculture, mais les types de relations qui se sont développées entre l'agriculture et les autres secteurs varient d'un pays à un autre et se sont modifiées dans le temps.

Aux Etats-Unis où le processus de développement de l'économie alimentaire est le plus avancé, l'intégration agro-industrielle a été une conséquence directe de la stratégie des grandes firmes qui préfèrent contrôler les activités en amont de l'agriculture (engrais, pesticides, produits pharmaceutiques pour animaux...) et en aval de l'industrie alimentaire (distribution, restauration). Ainsi la plupart des grandes firmes agro-alimentaires ne s'intéressent pas à l'activité agricole, mais pratiquent des formes intermédiaires d'intégration de type contractuel qui leur permettent un contrôle technique de la production, une garantie des débouchés sans intervenir directement dans la production agricole. Cependant, dans certains cas, les firmes multinationales s'intéressent également à l'activité agricole [6].

En Europe occidentale, la forme d'intégration la plus ancienne et la plus répandue est certainement l'intégration verticale par les coopératives. Le mouvement coopératif, né au 19^e siècle, s'est considérablement développé après la 1^{ère} guerre mondiale, en réaction à la position de faiblesse des agriculteurs face à la puissance des entreprises privées.

Les coopératives agricoles, d'abord polyvalentes, se sont spécialisées soit dans l'approvisionnement pour faire face au pouvoir des fournisseurs, soit dans le domaine de la transformation et de la commercialisation de produits agricoles afin d'assurer des débouchés et une meilleure rentabilité. Les formes de coopération ont évolué différemment dans les pays et selon le type de produit [7]. Le mouvement coopératif s'est particulièrement développé dans les pays scandinaves où existe une solide tradition de coopération [8].

Les contrats de production entre les agriculteurs et les firmes privées sont également courants en Europe ; dans ce cas les intérêts des agriculteurs sont défendus par les organisations agricoles.

Quels que soient la forme d'intégration et les liens qui apparaissent au sein du secteur agro-alimentaire, le processus de transmission de l'information tout au long de la filière agro-alimentaire est d'une importance capitale pour l'ensemble des agents. A cet égard, il est important de souligner que les premières études de filières ont d'abord été effectuées par des praticiens qui ont tenté d'analyser les mécanismes de l'intégration verticale ainsi que les circuits et les marchés agro-alimentaires afin d'élaborer des stratégies opérationnelles. C'est avec une décennie de retard que des chercheurs spécialisés[9] ont adopté l'approche intégrée de l'alimentation pour en préciser les concepts et les méthodes.

Parallèlement à ces recherches qui portent sur le système productif, l'économie alimentaire s'est enrichie de nombreux travaux sur les modèles de consommation et les politiques alimentaires.

Dans les pays socialistes, l'approche intégrée de l'alimentation s'est imposée face aux exigences sociales et techniques de la planification notamment :

- l'harmonisation des conditions de travail de l'agriculture avec l'industrie.
- l'organisation rationnelle de l'ensemble des activités qui concourent à des objectifs communs.
- le contrôle et l'évaluation du processus de régulation et de planification.

L'économie alimentaire des pays socialistes est caractérisée d'une part, par une spécialisation poussée par groupes de produits et, d'autre part par une intégration des activités agricoles et industrielles au sein de combinats et de complexes agro-industriels. Ce processus de spécialisation-intégration s'est réalisé par différentes voies et se trouve à des étapes différentes selon les pays.

En relation avec ces mutations organisationnelles, les chercheurs se sont intéressés aux problèmes complexes posés par la production intégrée et notamment aux formes d'organisation et de coordination aussi bien horizontales que verticales[10].

La forme la plus ancienne de la production intégrée est certainement le "combinat" Yougoslave qui regroupe sous la même direction l'ensemble des activités de la "chaîne alimentaire".

En URSS, le mouvement d'intégration a été relancé en 1960 ; de nombreux Kolkhozes ont été transformés en Sovkhozes et intégrés à des entreprises agro-industrielles. En Juin 1976 le Comité Central du PCUS a approuvé un programme portant sur "le développement de la spécialisation et de la concentration de la production agricole sur la base de la coopérative inter-entreprises et de l'intégration agro-industrielle". Plusieurs organes de gestion ont été mis en place à différents niveaux pour assurer la coordination intersectorielle. Les unions agro-industrielles[11] de district regroupent plusieurs entreprises indépendantes mais respectant un plan unique, sous la direction d'un organe collégial. L'union peut également regrouper des Sovkhozes

spécialisés et des unités de transformation, la direction est alors souvent confiée à l'industrie alimentaire qui est considérée comme entreprise "leader".

Le complexe agro-industriel est défini comme "l'ensemble des secteurs de l'économie nationale, dont les activités sont liées et traduisent la succession des divers stades technologiques et économiques de la production agricole, de la transformation en objets finis de consommation, et de leur distribution aux consommateurs" **[12]**.

La structure du complexe agro-industriel est alors caractérisée par deux niveaux principaux :

Le niveau de la production, comportant quatre secteurs :

- Le secteur de production
- Le secteur des services de production
- Le secteur de la commercialisation du produit fini
- Le secteur de l'infrastructure.

Au niveau de l'économie nationale, se situent les branches spécialisées dans la production agricole, la transformation, la commercialisation, et la fabrication des moyens de production.

Dans d'autres pays socialistes et, notamment en RDA, l'intégration est assurée par des relations contractuelles entre les différentes entreprises de la "chaîne alimentaire".

En RDA, les associations de coopératives spécialisées par groupes de produits permettent la mise en place d'organes chargés de l'organisation et de la coordination entre la production agricole, la transformation et la commercialisation. Les relations avec les industries en amont, les centres de formation et de recherche sont également prises en charge. Dans ces associations, les entreprises de transformation occupent une position clé.

"Ce sont les entreprises de réception et de transformation au premier degré qui ont la position clé dans les associations de coopération développée jusqu'à présent en RDA. Elles déterminent les capacités de production agricole..." **[13]**

Le même auteur définit l'économie alimentaire comme étant "un nouveau domaine de l'économie nationale qui comprend : la plus grande partie de la production agricole, les entreprises de réception et de transformation des produits agricoles, l'entrepôt (normal ou frigorifique), le commerce des denrées alimentaires (au détail et en gros), les établissements de restauration collective ainsi que les exportations et importations de produits agricoles et alimentaires".

La Hongrie présente des formes d'organisation analogues à celles de la RDA, bien que le processus d'intégration soit moins engagé à cause de la faiblesse de l'industrie alimentaire. A partir de 1975, les autorités hongroises ont décidé un certain nombre de mesures pour développer l'industrie alimentaire et favoriser l'intégration verticale ressentie comme

de plus en plus nécessaire. C'est également vers la même période que le gouvernement Bulgare avait envisagé de réorganiser l'ensemble de l'économie agro-alimentaire sur la base de grandes entreprises spécialisées par groupes de produits et totalement intégrées.

En définitive, quelle que soit la forme d'organisation adoptée, l'objectif visé par les pays socialistes est une intégration totale de l'économie agro-alimentaire[14].

1. 2. Stratégies, plans et politiques alimentaires dans les pays développés

Dans les pays socialistes, toute l'économie agro-alimentaire a été structurée de manière à répondre aux impératifs de la planification. La plupart des pays élaborent des "plans-alimentaires", des "programmes alimentaires" à moyen et à long terme, qui constituent des entités cohérentes et qui sont intégrés à la planification nationale.

En URSS le "programme alimentaire" pour les années 1980 a été adopté en Mai 1982[15]. Dans son rapport de présentation[16] L. BREJNEV résume l'approche retenue : "Le Bureau Politique du Comité Central du PCUS a estimé nécessaire d'élaborer un programme alimentaire spécial pour la période allant jusqu'en 1990. La préparation et la mise en oeuvre d'un tel programme constituent un pas fondamentalement nouveau dans le système de notre planification, dans la gestion de l'économie socialiste. ce programme présume l'approche d'ensemble, à objectifs, du problème alimentaire. La particularité la plus importante de cette approche consiste à coordonner tant le fonctionnement de l'agriculture que celui des branches de l'industrie, des transports et du commerce qui s'y rattachent, à subordonner toute leur activité à l'objectif final commun : la production de denrées alimentaires de qualité et leur acheminement jusqu'au consommateur".

Ce programme envisage une approche intégrée de l'alimentation et propose une série de mesures pour améliorer la gestion de l'ensemble du complexe agro-industriel national qui regroupe soixante secteurs. Plusieurs types d'organes d'études et de gestion ont été mis en place pour assurer la coordination entre les différents secteurs aussi bien à l'échelle régionale qu'à l'échelle nationale.

D'une manière générale, les systèmes de planification alimentaire pratiqués dans la plupart des pays de l'Europe de l'Est, présentent des caractéristiques fondamentales communs. Les dispositifs mis en place visent essentiellement :

- une intégration de toutes les activités qui relèvent de l'alimentation
- une spécialisation par groupes de produits
- une cohérence entre planification régionale, planification sectorielle et planification par objectifs.
- une distinction entre la gestion courante et la conception de la planification prospective à moyen et long terme
- la prédominance du secteur de l'industrie alimentaire dans le

Dans les pays occidentaux, l'application du concept "stratégie" au champ alimentaire apparaît comme étant étroitement liée à l'approche en termes de filière. GOLDBERG, en préconisant l'approche verticale soulignait déjà l'articulation filière - stratégie qui permettait de traiter "efficacement les occasions et les défis des économies alimentaires des Etats-Unis et du Monde" **[17]**.

Dans cette optique, la stratégie alimentaire consiste à surmonter les contradictions et les conflits entre les différents agents de la filière. Il s'agit d'assurer une régulation de la filière par des formes d'organisation et des mécanismes qui peuvent aller de la simple auto-régulation par le marché à une planification centralisée de l'ensemble de la filière ou à une intégration verticale.

Une stratégie de filière ne signifie pas automatiquement une intégration verticale. "Il n'est pas démontré à priori que cette stratégie d'intégration systématique soit redevenue la panacée. Au contraire, et sauf dans certaines activités où le problème stratégique majeur se situe au niveau de la sécurité des approvisionnements ou de la domination par l'appareil de distribution, on peut penser que d'autres orientations stratégiques doivent être envisagées..." **[18]**.

Sur le plan de l'analyse stratégique les filières apparaissent comme des "axes de cohérence privilégiés dans la réflexion en vue de l'action" **[18]**.

La démarche stratégique a d'abord été imposée par les praticiens et quelques chercheurs spécialisés avant d'être adoptée par les instances politiques.

En effet les pays occidentaux n'ont commencé à s'intéresser aux politiques et stratégies alimentaires que très récemment. La conception de politiques alimentaires intégrées constitue de plus en plus un thème d'intérêt pour l'ensemble des pays de l'OCDE. Ces dernières années, plusieurs documents ont été établis par le Secrétariat du Comité de l'Agriculture de l'OCDE. Ces travaux portent d'une part sur les politiques alimentaires des pays et, d'autre part, sur un approfondissement des travaux déjà entrepris en matière de filières agro-alimentaires.

Le rapport sur la "politique alimentaire **[19]**", publié en 1981, présente les changements qui sont intervenus dans l'économie alimentaire des pays membres et analyse les principaux problèmes posés par l'élaboration et la mise en oeuvre des politiques alimentaires.

En préface, le rapport expose les principales raisons qui ont contribué à une nouvelle approche de la politique alimentaire : "Nous pensons qu'il est fondamental de remettre en question la conception traditionnelle de la politique alimentaire compte tenu d'une part de l'évolution du système alimentaire et des attitudes à l'égard de l'alimentation, des questions que l'on se pose souvent sur le bien-fondé des objectifs de cette politique, fussent-ils officiels, d'autre part, et enfin, compte tenu de la complexité croissante des inter-relations au niveau sectoriel national et international. Pour toutes ces raisons, il est nécessaire également de

remettre en cause la conception traditionnelle de la politique alimentaire et de demander qu'elle soit réétudiée dans un contexte plus large".

L'économie alimentaire est alors définie comme étant "un ensemble d'activités et de relations dont les interactions déterminent la nature, le volume, la méthode et l'objectif de la production alimentaire. L'économie alimentaire constitue un sous-groupe de l'économie globale nationale et internationale. Cette gamme d'activités comporte un ensemble complexe d'opérations et de transformations des facteurs de production dont l'objectif final est de fournir aux consommateurs des denrées alimentaires. Les activités qu'englobe l'économie alimentaire peuvent également être évoquées sous les termes de "système alimentaire", de "filière alimentaire", ou de "secteur alimentaire", expressions qui sont plus ou moins synonymes entre elles[20].

Cependant, dans la pratique, l'expression "politique alimentaire" a eu des significations différentes qui étaient fonction de l'ordre des priorités défini par les gouvernements à différentes époques. La notion de "politique alimentaire" s'est modifiée au cours du temps et diffère selon les pays.

Sur la base de ces considérations, le rapport présente la nouvelle conception de la politique alimentaire telle qu'elle est perçue par les pays-membres : "l'expression politique alimentaire se définit comme une stratégie équilibrée des pouvoirs publics qui tient compte des interrelations qui existent au sein du secteur alimentaire et entre ce secteur et le reste de l'économie nationale et internationale". Selon l'interprétation retenue ici, la mise en oeuvre de cette stratégie présente cinq caractéristiques essentielles :

- elle concerne le système alimentaire dans son ensemble ;
- elle reconnaît que la filière agro-alimentaire constitue un système et que des liens de plus en plus nombreux unissent le secteur alimentaire au reste de l'économie nationale et internationale ;
- elle tient compte du fait que la poursuite des divers objectifs possibles implique généralement des choix ;
- elle prend explicitement en considération les intérêts de divers groupes lors du processus de prise des décisions ;
- elle admet qu'au sein de la politique alimentaire, l'ordre des priorités diffère selon les pays et se modifie au cours du temps.

II - L'émergence de l'économie agro-alimentaire dans les pays en développement

L'économie agricole et alimentaire des pays en développement est caractérisée par l'hétérogénéité des situations concrètes, la diversité des politiques mises en oeuvre et la multiplicité des approches théoriques.

2. 1. Hétérogénéité des situations et diversité des approches

L'approche intégrée de l'alimentation a été l'oeuvre :

- soit d'agronomes et de nutritionnistes praticiens
- soit de chercheurs économistes des pays développés qui ont adapté la démarche systémique.

L'économie du développement a formulé un grand nombre d'analyses qui intéressent l'agriculture et l'alimentation ; cependant de par leur nature globale et générale, les théories du développement ne retiennent pas dans leur champ d'analyse les mécanismes concrets qui relient l'agriculture à la consommation alimentaire.

Par ailleurs, les agro-économistes et les économistes ruraux des pays en développement sont restés attachés aux approches agricoles et rurales. Ces dernières années, sous la pression des faits, certains travaux ont tenté de mettre en relation directe le secteur agricole avec les objectifs de satisfaction des besoins et de dépendance alimentaire, mais les analyses qui examinent le fonctionnement de l'appareil agro-alimentaire dans son ensemble demeurent fort rares.

Cependant, les orientations de la recherche, sa qualité et ses résultats sont variables d'un pays à un autre et selon les différentes spécialités. Ainsi la réflexion est certainement beaucoup plus avancée en Amérique Latine et en Inde.

Mais, d'une manière générale, force est de constater que la recherche dans les pays en développement accuse un retard aussi bien sur les praticiens que sur les chercheurs des pays développés.

L'approche intégrée de l'alimentation s'est surtout imposée dans la pratique et notamment à travers de nombreux travaux et conférences menés sous l'égide des organisations internationales.

En effet, les leçons tirées des deux "décennies des Nations-Unies pour le développement" ont permis de comprendre que les politiques sectorielles traditionnelles étaient incapables de répondre aux problèmes alimentaires et nutritionnels des pays en voie de développement. En matière de production, les politiques agricoles basées uniquement sur la recherche d'une intensification ne tenaient pas compte de l'impact nutritionnel que pouvaient avoir les projets de développement agricole et se sont avérées, de ce fait, insuffisantes. On pensait que les projets mis en oeuvre dans le domaine agricole allaient tout naturellement résoudre les problèmes alimentaires et nutritionnels. L'exemple de la Révolution Verte est devenu courant et significatif; la Révolution Verte a contribué à accélérer le taux de croissance de la production agricole dans certains pays, mais elle a eu également beaucoup d'effets négatifs dans la mesure où elle n'a privilégié que les grandes exploitations et n'a profité qu'à une fraction restreinte de la population. Il est certain que la plupart des petits paysans et des paysans sans terre ont été affectés défavorablement et que leur situation nutritionnelle ne s'est guère améliorée.

D'un autre côté, les politiques nutritionnelles consistaient essentiellement à évaluer le niveau des apports nutritionnels susceptibles de satisfaire les besoins nutritionnels à l'échelle nationale et de fixer les objectifs de

production en fonction de ces besoins. Dans ce domaine, l'expérience a également montré que l'augmentation des approvisionnements ne permettait pas toujours une amélioration sensible de l'état nutritionnel des couches les plus défavorisées. En effet, dans les pays en développement, la situation alimentaire est caractérisée par une grande inégalité de la répartition des disponibilités alimentaires ; on estime généralement que 20 % de la population situés au bas de l'échelle des revenus ont un apport énergétique inférieur à la moitié de celui des 10 % en haut de l'échelle.

Au cours des deux dernières décennies, certains gouvernements ont mis en place, avec l'aide d'organisations internationales, des "programmes de nutrition appliquée". Il s'agissait essentiellement d'actions intégrées et coordonnées menées au niveau d'un village au bénéfice des groupes vulnérables. C'est une "action éducative coordonnée des services d'agriculture, de santé, d'éducation et de tout autre service intéressé à relever le niveau nutritionnel des populations locales, notamment des mères et des enfants dans les zones rurales..."

[21].

Cependant, dans la pratique, ces programmes sont souvent restés limités à des actions thérapeutiques ou à des mesures d'enrichissement des aliments. Néanmoins la mise en oeuvre et l'évaluation de ces programmes ont permis d'accumuler une expérience importante en matière de planification alimentaire et de coordination des principales structures concernées [22].

A la suite des nutritionnistes, les agronomes et les économistes ont adopté l'approche intégrée de l'alimentation à travers diverses démarches.

Deux tendances méritent d'être signalées ;

– le passage de l'analyse du secteur agricole (ASA) à la planification alimentaire et nutritionnelle : plusieurs chercheurs qui s'occupaient de modèles de développement agricole, ont progressivement intégré les modes de consommation, la nutrition, et par la suite l'ensemble des activités en aval de l'agriculture.

– l'intérêt croissant porté à l'industrie de transformation et aux relations agriculture-industrie : beaucoup d'études ont souligné la nécessaire intégration de la production agricole et de la transformation ainsi que la commercialisation. Dans cette optique, un document du Secrétariat de l'ONUDI [23] présente une structure globale de la filière agro-industrielle qui distingue six (06) niveaux :

- la production végétale
- le stockage, la transformation initiale des matières premières, l'alimentation des animaux
- l'élevage.
- La seconde transformation
- L'emballage des produits agro-industriels
- La commercialisation des produits.

Beaucoup d'agro-économistes des pays développés ont également orienté leurs recherches [24] vers les problèmes agro-alimentaires des pays du Tiers-Monde.

Dans les pays du Tiers-Monde, la recherche en matière d'alimentation est certainement plus diffuse et plus désordonnée. Le cloisonnement, et la faiblesse de la recherche sont particulièrement perceptibles en Afrique où les économistes sont restés attachés aux thèmes agraires et les nutritionnistes ne quittent que rarement leur "chapelle". En Amérique Latine où la recherche est quantitativement plus importante, l'approche intégrée de l'alimentation a suivi différentes voies. Des chercheurs [25] de différentes spécialités se sont attelés, très tôt, aux problèmes alimentaires et nutritionnels.

Josué de Castro a été le pionnier et a ouvert "des horizons nouveaux à la connaissance scientifique de ce problème... il a établi les principes et les fondements d'une nouvelle méthode d'analyse du phénomène alimentaire,..." [26].

En effet l'auteur avait mis en relief les limites des approches partielles et proposait une véritable approche intégrée de l'alimentation : "un des problèmes majeurs à un vaste projet de solution rationnelle du problème de l'alimentation des peuples réside précisément dans la méconnaissance du phénomène dans son ensemble, complexe de manifestations à la fois biologiques, économiques et sociales. La majeure partie des études scientifiques ne sont que des études partielles et ne donnent qu'une vision unilatérale du problème... Devant cet état de choses, nous avons résolu de nous attaquer à ce problème dans une perspective nouvelle, de nous placer sur un plan différent, afin d'obtenir une vision d'ensemble... où nous verrons se détacher de manière plus compréhensible les liaisons, les influences et les connexions entre les multiples facteurs qui interfèrent dans les manifestations du phénomène de la faim".

"Cette dramatique situation alimentaire... au Brésil, impose la nécessité immédiate d'une politique alimentaire plus efficace au lieu de palliatifs tendant à colmater des brèches ..." [27]. A la suite de JOSUE DE CASTRO, beaucoup de nutritionnistes ont adopté des approches socio-économiques pour expliquer la malnutrition. Par ailleurs les économistes s'intéressent de plus en plus à l'intégration agro-industrielle et au système alimentaire mondial sans doute, à cause de la pénétration massive des firmes multinationales et ses conséquences sur l'agriculture et l'alimentation des différents pays latino-américains. Plusieurs chercheurs et praticiens ont également orienté leurs travaux vers les mécanismes de coordination et la mise en oeuvre concrète de la planification. Cette dernière orientation, plus opérationnelle, est certainement motivée par le fait que beaucoup de pays ont mis en place des dispositifs plus ou moins complexes pour assurer la conception et la mise en oeuvre de stratégies et politiques alimentaires.

Il faut cependant souligner que si beaucoup de chercheurs latino-américains ont été les précurseurs dans leur domaine de réflexion,

certains se revendiquent des courants de pensée nés dans les pays développés.

2. 2. Stratégies, plans et politiques alimentaires dans les pays en développement

En réalité, l'approche intégrée de l'alimentation est apparue, dès le début des années 1950, à travers les enquêtes et travaux de nutritionnistes. "Il est regrettable de constater qu'il a fallu attendre 1974 pour voir le monde entier prendre soudain conscience de l'ampleur de la malnutrition... Depuis 20 ans nous, nutritionnistes, le clamons à la face du monde sans écho. Si les politiciens se décidaient enfin à accorder à la bataille contre la malnutrition la place qu'elle mérite dans leurs plans d'action, un grand pas en avant serait certainement fait" [28].

En Afrique, les premières ébauches de politiques alimentaires ont été élaborées par les nutritionnistes [29] qui ont pris l'initiative d'élargir le spectre des enquêtes nutritionnelles aux données socio-économiques afin d'esquisser des plans alimentaires et nutritionnels.

Dès 1957, la neuvième session de la Conférence de la FAO avait recommandé de tenir compte des besoins nutritionnels dans l'élaboration de politiques alimentaires. Depuis, plusieurs réunions et conférences [30] ont permis de mieux préciser la définition des politiques alimentaires et nutritionnelles.

Depuis la crise alimentaire de 1973 qui a démontré l'échec des politiques traditionnelles, les praticiens et les responsables politiques ont été amenés à reconsidérer la nature du problème alimentaire et nutritionnel et à modifier leur attitude à l'égard de la place accordée à l'alimentation dans les programmes de développement. C'est ainsi que les "politiques alimentaires et nutritionnelles" et les "stratégies alimentaires" sont devenues une préoccupation permanente et prioritaire dans les Etats concernés et au sein des débats des organisations internationales spécialisées.

Les politiques alimentaires et nutritionnelles sont alors définies dans une optique de plus en plus large et dans un cadre multisectoriel, dépassant la dimension des anciennes politiques agricoles et rurales. Lors d'une réunion inter-agence des organismes des Nations-Unies [31], tenue en 1973, la définition suivante a été retenue.

"La politique alimentaire et nutritionnelle est un ensemble cohérent de principes, d'objectifs, de priorités et de décisions adoptés par l'Etat et appliqués par ses institutions, dans le cadre d'un plan de développement national pour assurer à toute la population, dans un délai donné, l'alimentation et les conditions sociales, culturelles et économiques indispensables à une nutrition convenable et au bien-être".

En novembre 1974, la Conférence Mondiale de l'Alimentation avait demandé aux gouvernements de "formuler des plans et politiques alimentaires et nutritionnels concertés visant à améliorer les modes de

consommation dans leur planification socio-économique et agricole...
[32].

Elle a également recommandé aux organismes des Nations-Unies de préparer "un avant projet en vue d'aider les gouvernements à dresser des plans alimentaires et nutritionnels intersectoriels..." [33].

C'est dans cette optique que fut créé le Conseil Mondial de l'Alimentation (CMA) dont l'objectif était de concevoir une stratégie de l'alimentation articulée autour de trois grandes orientations :

- une organisation des stocks céréaliers
- une augmentation de la production alimentaire
- une amélioration de l'état nutritionnel des populations.

A partir de l'année 1974, les agences du système des Nations-Unies concernées directement ou indirectement par l'alimentation et/ou la nutrition ont multiplié leurs activités (études, conseils, formation...) en matières de politiques et de stratégies alimentaires. La FAO et l'OMS ont également publié une série de travaux élaborés par des nutritionnistes [34] de divers nationalités, qui ont développé les bases conceptuelles ainsi que les méthodes d'élaboration et de mise en oeuvre des politiques alimentaires et nutritionnelles.

Par ailleurs, dans les pays développés, un grand nombre d'institutions [35] ont été mises en place pour prendre en charge la recherche en matière d'alimentation dans les pays en développement.

C'est également au cours de la décennie 1970 que les objectifs alimentaires et nutritionnels ont commencé à être intégrés au niveau des orientations stratégiques des pays en développement. L'amélioration de la ration alimentaire moyenne, l'état nutritionnel des couches les plus défavorisées, ainsi que la diminution de la dépendance alimentaire sont de plus en plus inclus dans les plans de développement. Cependant, dans la pratique, les objectifs prévus ont rarement été atteints.

C'est à partir de l'année 1979 que la notion de stratégie alimentaire s'est effectivement imposée dans les pays en développement notamment les pays africains. Plusieurs consultations régionales et réunions internationales organisées par le CM ont permis de mieux préciser la notion de "stratégie alimentaire" qui fut adoptée par la Conférence d'Ottawa (1979). C'est à partir de la même année que l'approche stratégique de l'alimentation a émergé au sein des instances africaines.

L'objectif du Plan d'Action de Lagos (PAL) était "d'obtenir une amélioration immédiate de la situation alimentaire et d'établir une base afin de parvenir à l'autosuffisance en ce qui concerne les céréales, les produits de l'élevage et de la pêche..." A cet effet, le PAL prévoit un large éventail de mesures qui concernent l'ensemble de l'économie agro-alimentaire et demande aux institutions internationales concernées d'organiser des "missions d'étude des stratégies" en matière d'agriculture et d'alimentation. Par la suite, la Conférence au Sommet de l'OUA [37] a adopté les mesures concrètes issues du Plan de Lagos

et présentées dans un rapport qui insiste sur la formulation de stratégies alimentaires. "Il conviendrait donc d'élaborer et d'appliquer des stratégies et des politiques alimentaires efficaces dans le cadre d'un effort global... Si cet effort n'était pas déployé, les recommandations contenues dans le présent document ne pourraient pas constituer une stratégie appropriée pour éliminer la famine et la faim en Afrique".

A partir de l'année 1980, plusieurs instances internationales préconisent et/ou soutiennent la mise en place des stratégies alimentaires ; parallèlement à la FAO et au CMA, il convient de citer la Banque Mondiale et la C.E.E. Les stratégies alimentaires apparaissent également au niveau de l'assistance bilatérale de beaucoup de pays (France, Pays-Bas, Canada,...)

En France, le dispositif de recherche adopté en 1982 a retenu un programme [38] spécifique à la recherche dans les pays du Tiers-Monde. Ce programme s'articule autour de dix axes de recherche parmi lesquels un sous-programme "Politiques alimentaires" et un sous-programme "filières et technologies alimentaires et agro-industrielles" occupent une place prioritaire.

Au cours de ces dernières années, les stratégies alimentaires ont rallié le consensus des instances internationales et de plusieurs pays en développement ; une quarantaine de pays ont déjà formulé leur stratégie alimentaire. Il est généralement admis que la stratégie alimentaire est une voie privilégiée pour atteindre un meilleur degré d'autosuffisance grâce à une démarche qui permet la cohérence, l'intégration et la synergie des actions jusque là isolées.

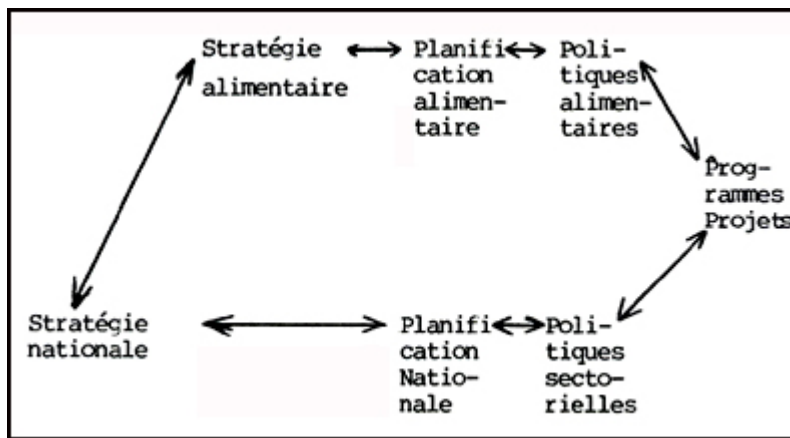
Cependant l'unanimité faite autour de la définition des objectifs généraux des stratégies alimentaires ne doit pas cacher la diversité des stratégies effectivement formulées et les divergences quant à leurs conceptions et les priorités retenues.

Il est vrai que la démarche stratégique est particulièrement appropriée aux nécessités des pays en développement où elle caractérise un changement d'attitude certain vis-à-vis de l'alimentation. Traditionnellement, l'amélioration de la situation alimentaire et nutritionnelle a toujours été considérée comme un résultat "automatique" du processus de développement et les problèmes alimentaires n'étaient pas pris en charge directement par la planification nationale. Les stratégies alimentaires marquent l'urgence et le degré de priorité accordés à l'alimentation, car d'une part elles font appel à la responsabilité directe des Etats et, d'autre part, elles distinguent la planification alimentaire en tant que "processus spécifique" qui devra être intégré à la planification globale.

Dans la pratique, la démarche stratégique se traduit par des modifications des priorités, des circuits et des procédures de la planification.

L'articulation habituelle :

Stratégie nationale ↔ Planification nationale ↔ Politiques sectorielles ↔ Programmes-projets doit s'appuyer sur les orientations de la stratégies alimentaire et sur la cohérence des politiques alimentaires :



La finalité recherchée est de mobiliser toutes les politiques sectorielles autour des objectifs alimentaires et d'intégrer toutes les "fonctions" alimentaires relevant de secteurs isolés en vue d'aboutir à des programmes concrets, cohérents, et surtout d'assurer, à priori, toutes les conditions de leur faisabilité.

Les tentatives de mise en oeuvre des stratégies alimentaires menées ces dernières années ont soulevé un grand nombre d'interrogations aussi bien d'ordre pratique que d'ordre théorique. En effet, cette démarche nouvelle a été imposée surtout par des praticiens qui, insatisfaits par les politiques économiques traditionnelles, ont préconisé des problématiques différentes non traitées jusque là par les sciences économiques classiques.

La conception et la mise en oeuvre des stratégies doivent être prises en charge par l'économie agro-alimentaire qui, grâce à l'approche systémique qui la sous-tend permet d'une part de concilier et de coordonner les politiques sectorielles et, d'autre part d'établir la liaison entre les problématiques théoriques et les politiques concrètes.

2. 3. Le champ et les objectifs de l'économie agro-alimentaire

L'évolution des connaissances en matière d'alimentation, nous montre que des approches différentes ont souvent permis l'émergence de méthodologies semblables et, inversement, les mêmes concepts ont pu être à l'origine de plusieurs méthodologies. La formation de l'économie agro-alimentaire se situe au confluent de plusieurs problématiques théoriques et approches opérationnelles inspirées par des réalités socio-économiques différentes et, visant des objectifs différents.

Les stratégies alimentaires formulées en Afrique, bien que fondées sur une analyse de l'ensemble des activités qui concourent à l'alimentation, ne se réfèrent pas à l'approche systémique et n'utilisent pas ses

concepts ni sa démarche. Elles ne procèdent pas non plus de plans alimentaires des pays de l'Europe de l'Est où les dispositifs mis en place permettent une intégration totale du complexe alimentaire.

Cependant, quelle que soit la terminologie utilisée, toutes les démarches s'appuient, en réalité, sur l'analyse du système agro-alimentaire et cherchent à assurer la cohérence de ses différentes composantes ainsi que sa régulation.

Dans les pays capitalistes développés, l'économie agro-alimentaire s'est formée en relation avec le redéploiement du système agro-alimentaire au sein de l'économie globale ; elle s'intéresse en priorité à la répartition des charges commerciales, aux phénomènes de concurrence, de concentration et de pouvoir le long de la "chaîne alimentaire" ; la régulation du système est assurée essentiellement par les mécanismes du marché.

En Afrique, les stratégies alimentaires ont été élargies à des pays à faible revenu où le secteur agricole occupe une place importante dans l'économie nationale et où l'autoconsommation reste prépondérante.

Les objectifs recherchés sont donc axés sur la réduction de la malnutrition et de la dépendance alimentaire. Le développement agricole et rural et le "secteur" de la nutrition constituent les aspects fondamentaux de l'économie agro-alimentaire, et la régulation s'appuie souvent sur une tentative de planification étatique.

Entre ces deux modèles extrêmes, il existe une grande diversité des situations selon les pays et au sein d'un même pays, selon les filières, les régions et les catégories de populations. Dans la pratique, les stratégies alimentaires sont gérées de différentes façons en fonction du niveau de développement de chaque pays, de ses ressources et de ses orientations politiques. En outre, dans chaque pays, l'urbanisation rapide s'est accompagné d'un accroissement de la consommation de produits transformés en partie importés, et a remodelé les circuits de distribution. Entre l'autoconsommation et l'approvisionnement des grandes villes, se juxtaposent des filières très hétérogènes.

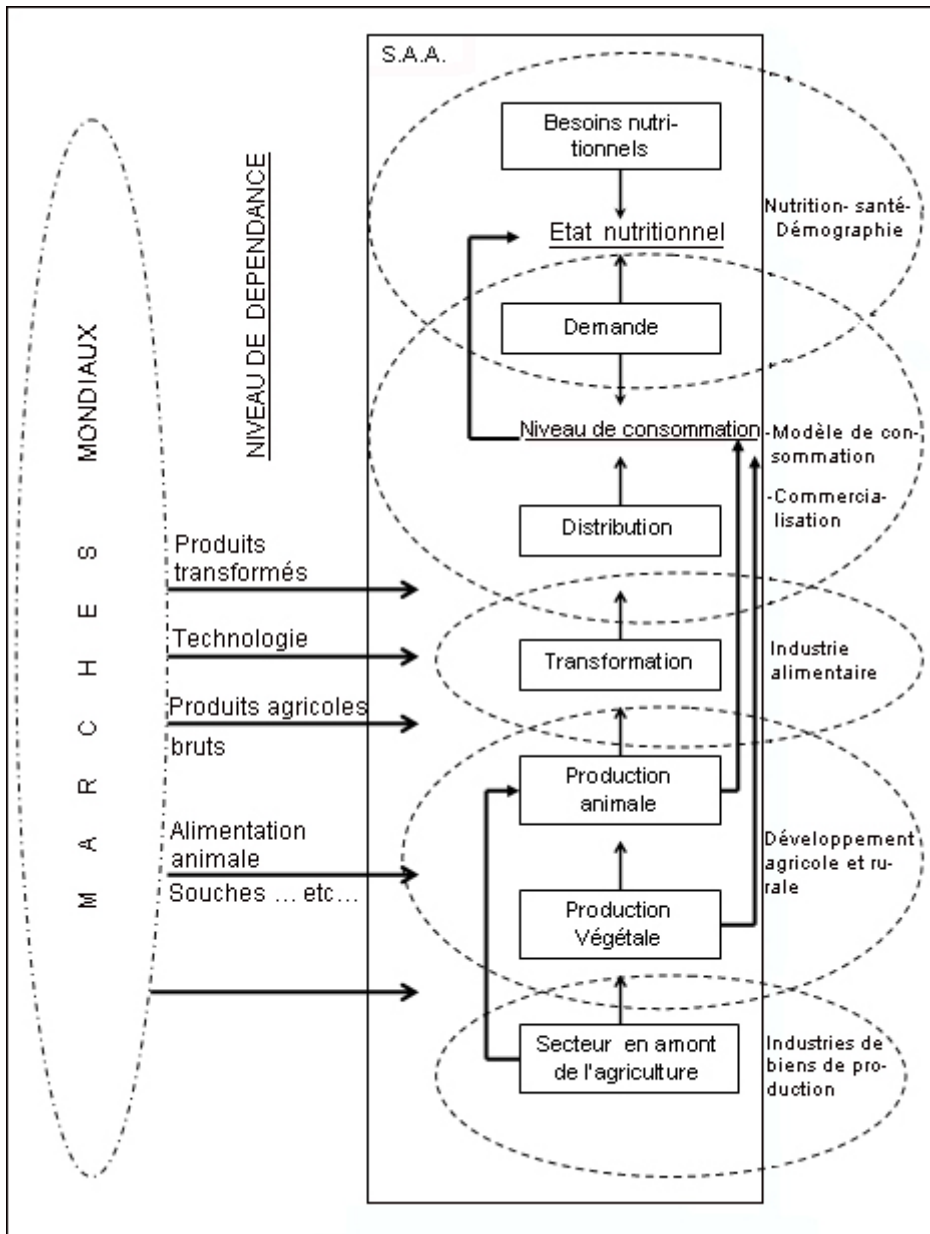
L'économie agro-alimentaire en tant que branche doit prendre en charge l'ensemble des situations concrètes dans leur complexité et leur hétérogénéité. Il faudrait pour cela, que son champ recouvre l'ensemble du système agro-alimentaire et que son contenu rassemble les différentes approches et méthodes d'analyse. La définition de l'économie agro-alimentaire doit alors être élargie à toutes les composantes du système agro-alimentaire et intégrer les fonctions alimentaires de tous les secteurs socio-économiques.

Dans cette optique, les industries en amont, le secteur extérieur, la sphère de consommation et la nutrition qui sont souvent exclus de la définition de l'économie agro-alimentaire, doivent y être inclus. En effet, dans les pays en développement, la demande alimentaire constitue un élément fondamental de l'économie agro-alimentaire, aussi bien dans les pays à bas revenu où toute politique alimentaire doit viser la

réduction de la malnutrition, que dans les pays à haut revenu où la dynamique rapide de la consommation engendre des transformations structurelles du système agro-alimentaire. Les échanges avec l'extérieur occupent également une place importante en relation avec les phénomènes de dépendance.

En définitive le champ de l'économie alimentaire repose sur une définition élargie du système agro-alimentaire et peut être esquissé par le schéma suivant :

Champ de l'économie agro-alimentaire au sein de l'économie globale



Le système agro-alimentaire regroupe huit composantes correspondant aux principales phases du processus alimentaire et intéresse six secteurs socio-économiques présentant différentes fonctions alimentaires :

- la production des intrants
- la production agricole (végétale et animale)
- la transformation
- la commercialisation
- la nutrition et la santé } (la demande)
- les échanges extérieurs

Dans la pratique, ces fonctions peuvent être réunies ou éclatées selon l'organisation des Ministères opérationnels.

Sur cette base, plusieurs types d'analyses peuvent être menées aussi bien au niveau macro-économique qu'au niveau micro-économique :

- l'analyse de la situation alimentaire et nutritionnelle d'une population qui met en relation causale les facteurs socio-économiques, la consommation, la nutrition, la santé et le développement
- l'analyse de la place et du rôle de l'alimentation au sein de l'économie nationale
- l'analyse du système alimentaire dans son ensemble ou par filière.
- la formulation, l'évaluation des stratégies et des politiques alimentaires et leur intégration dans le cadre de la planification nationale
- la réflexion sur les dispositifs technico-administratifs et les mécanismes de coordination liés à la mise en oeuvre des stratégies.
- l'analyse des politiques alimentaires en relation avec les marchés internationaux.

Toutes les approches sont interdépendantes puisque liées, en fait, au système alimentaire global qui peut être analysé dans son ensemble ou faire l'objet soit d'un découpage horizontal qui permet de détailler les différentes phases de l'offre et de la demande alimentaires, soit d'un découpage vertical qui distingue les groupes de produits et les produits pour analyser les filières.

Dans cette optique, la situation alimentaire et nutritionnelle d'une population et la dépendance alimentaire sont analysées dans le cadre du système agro-alimentaire global et sont considérées comme un "état d'équilibre" résultant des interactions entre toutes les composantes du système. L'ajustement offre-demande-besoins repose sur la combinaison de multiples facteurs qui sont appréhendés par des types d'analyses différents et dont l'influence est plus ou moins déterminante. Tous ces facteurs peuvent être analysés comme des contraintes qui s'exercent à tous les niveaux du système agro-alimentaire et à différents degrés selon les conditions écologiques et socio-économiques de chaque pays.

Les stratégies alimentaires doivent viser l'ajustement entre l'offre et la demande alimentaires à un niveau souhaitable, compatible avec, à la fois :

- la satisfaction des besoins alimentaires et nutritionnels pour tous les groupes de population
- et la minimisation de la dépendance alimentaire. Il s'agit alors de fixer comme objectif un "état d'équilibre" souhaitable et d'analyser les

données dans un cadre prospectif afin de définir les orientations

nationales, les priorités sectorielles et de proposer les alternatives visant à améliorer la situation initiale.

A ce niveau macro-économique et multisectoriel toute stratégie alimentaire doit être intégrée à la planification nationale et doit assurer les arbitrages entre l'ensemble des partenaires sociaux et concilier les objectifs sectoriels. En effet, si les analyses quantitatives fiables sont nécessaires, elles ne sauraient à elles seules fournir une appréciation objective de la réalité, surtout quand on s'intéresse aux deux aspects particuliers de développement rural et de consommation alimentaire.

L'élaboration d'une stratégie alimentaire nécessitera donc au préalable une analyse du système alimentaire en tant que formation économique et sociale.

En définitive, les objectifs de l'économie agro-alimentaire, en tant que branche peuvent s'articuler autour de deux axes :

- l'analyse de l'ensemble du système agro-alimentaire dans sa dynamique historique, en relation avec l'économie nationale et internationale
- la formulation des stratégies alimentaires opérationnelles en vue d'assurer la régulation de ce système et d'évaluer la mise en oeuvre des politiques concrètes qui en découlent.

Ainsi définie l'économie agro-alimentaire apporte une vision nouvelle du champ alimentaire grâce à un redécoupage de la réalité socio-économique et à un redéploiement des disciplines classiques. La démarche fonctionnelle qui intègre l'ensemble des fonctions alimentaires des différents secteurs se substitue aux approches sectorielles traditionnelles.

Sur le plan théorique, l'économie alimentaire n'est pas une simple juxtaposition de plusieurs disciplines mais bien un champ d'étude spécifique. Elle se présente comme une intégration, un renforcement, un mutuel enrichissement des connaissances issues de différentes disciplines.

En privilégiant un éclairage thématique qui efface les divisions sectorielles, l'économie agro-alimentaire veut saisir l'ensemble du système alimentaire dans sa cohérence ; elle ambitionne de dépasser la dichotomie entre le niveau macro-économique et le niveau micro-économique et d'assurer le passage de l'économie pure à l'économie appliquée.

Dans les pays en développement, l'économie agro-alimentaire a émergé face à l'échec des politiques traditionnelles et en réaction au cloisonnement des disciplines classiques. Elle doit donc répondre à une demande sociale et prendre en charge des problématiques issues de la pratique et non traitées par les théories dominantes.

Le développement de l'économie agro-alimentaire s'impose à la fois dans la pratique par la volonté politique de mettre en oeuvre de nouvelles stratégies et par le désir exprimé par les praticiens de

disposer d'un cadre d'analyse adéquat; au niveau de la recherche appliquée par le besoin d'utiliser des approches et des méthodes mieux adaptées à l'observation de la réalité ; au niveau de la théorie par le souci des chercheurs de préciser l'objet de cette nouvelle branche, son statut, ses relations avec les autres disciplines, à partir de l'analyse des systèmes et des comportements.

Malgré tout l'intérêt porté à la question alimentaire et la prolifération de travaux relatifs à ses différents aspects, la recherche en matière d'économie agro-alimentaire demeure parcellaire et ne répond pas toujours totalement aux préoccupations concrètes des pays en développement.

L'économie agro-alimentaire, discipline en cours de formation, constitue un champ de recherche très propice à la recherche, champ qui doit être exploré en vue de préciser les problématiques, de systématiser les méthodes d'analyse et les résultats, et d'offrir ainsi un cadre de réflexion, et de soutien à la mise en oeuvre des politiques alimentaires concrètes.

Notes

[*] Maître-Assistant à l'I.N.E.S. Agronomie de Blida
Chercheur-Associé au CREAD.

[1] Economie, système, filière, complexe, sphère... agro-alimentaires, stratégies, planification, politiques... agro-alimentaires, ou plus simplement alimentaires.

[2] Parmi les nombreux travaux de ce type, on peut citer :
 – M. Calvo : Connaissance du système de l'alimentation des peuples, proposition d'un canevas des théories normalisées servant à l'introduction de son étude, TEDES, Paris, 1975.
 – D. Miller et M. Soranna : Répertoire des organismes traitant des questions alimentaires, Science and Technology Press, Guilford, Royaume-Uni, 1982.
 – M. Kings : Notes bibliographiques sur les stratégies alimentaires en méditerranée, CIHEAM PUBLISUD, 1985.
 – G. Ghersi et J. L. Rastouin : Firmes multinationales et systèmes agro-alimentaires dans les pays en voie de développement - Etude bibliographique, OCDE, Paris, 1981.

[3] "Les Economistes agricoles se sont intéressés au déclin relatif de l'agriculture au sein de l'économie globale mais en réalité, ce déclin revêt un triple aspect : l'agriculture décline dans la nation, au sein de l'économie agro-alimentaire, et même au sein de la production de la branche agricole puisque les consommations intermédiaires augmentent plus rapidement que la valeur

ajoutée par l'agriculture". L. MALASSIS. "Economie Agricole, Agro-Alimentaire et rurale", Economie rurale n°131, 1979, p. 5.

[4] À partir de 1952, l'Université de Harvard de Boston a mis en place un enseignement intitulé "Agriculture and Business". Les travaux de DAVIS et GOLDBERG ont permis l'émergence du concept "agri-business" :

- DAVIS et GOLDBERG : "A concept of Agri-business", 1957
- GOLDBERG : "Agri-business coordination, a system approach to the wheat, soybean, and Florida Oranges economics", 1968.

[5] L. MALASSIS : "L'économie agro-alimentaire : Note sur quelques travaux récents", Académie d'Agriculture de France, 14 Mai 1975.

[6] Par exemple au Brésil, dans la zone amazonienne où des firmes multinationales ont procédé à des achats massifs de terres afin de pratiquer du ranching. On peut également citer UNILEVER, la plus puissante firme agro-alimentaire, dont le développement a été basé sur une intégration totale des activités agricoles et industrielles.

[7] L'intégration par les coopératives s'est particulièrement développé pour :

- les productions animales, notamment les élevages "hors sol" où les cycles biologiques requièrent une planification rigoureuse du processus de production.
- les cultures industrielles, surtout la betterave sucrière
- les légumes et fruits destinés à la conserverie.

[8] En Norvège 87 % de la production agricole passe par les coopératives, en Suède plus de 80 %. En Finlande, les coopératives traitent 96 % du lait et 70 % des animaux abattus. Au Danemark leur part est supérieure à 90 % pour le porc, 87 % pour le lait, 60 % du boeuf et 58 % des oeufs.

Source : D. King : "L'intégration verticale en Europe de l'Ouest", Economie rurale, n° 132, 1979.

[9] Surtout des agro-économistes et quelques économistes ruraux.

[10] "La réalisation des aspects positifs de l'intégration agro-industrielle... est déterminée dans une grande mesure par l'application rationnelle des formes économiques et d'organisation. C'est pourquoi les efforts des établissements scientifiques de l'Académie des Sciences de l'URSS, de l'Académie Nationale des Sciences Agricoles de Lénine, des Ministères et des Départements, ainsi que ceux des Organes

Administratives, du Parti et des Soviets se sont appliqués à leur élaboration et à leur perfectionnement" Professeur Y. A. TIKHONOV Académie Nationale des Sciences Agricoles, Economie Rurale, n° 132, 1979.

[11] "En 1983, le pays comptait 3 105 unions agro-industrielles de district regroupant quelques 100 000 entreprises et organisations dont 52 000 exploitations agricoles, 7 500 entreprises industrielles, 23 000 entreprises fournissant des services aux Kolkhozes et aux Sovkhozes, 8 000 entreprises de construction, 2 600 coopératives de consommation... etc."

V. A. MARTYNOV - Institut d'Economie Mondiale et des Relations Internationales - in Revue Internationale des Sciences Sociales n° 105, 1985.

[12] Y. A. TIKHONOV, déjà cité.

[13] W. SCHMIDT - Professeur titulaire de la chaire d'économie alimentaire et l'industrie alimentaire - Université Humbolt - Berlin - Document ronéotypé - 1972.

[14] Notre but n'est pas d'évaluer les formes d'intégration qui ont, par ailleurs, leurs limites ; mais de mettre en relief les dispositifs mis en place pour assurer une coordination verticale indispensable en économie planifiée. Concernant l'analyse du secteur agro-alimentaire en Europe de l'Est, les travaux de A. POULIQUEN (INRA - Montpellier) constituent de très bonnes références.

[15] Le programme alimentaire a été approuvé par la séance plénière du Comité Central du PCUS, le 24 Mai 1982.

[16] La Pravda du 25 Mai 1982.

[17] R. GOLDBERG "Agribusiness coordination", Harvard, 1968.

– SAOULYCHIZKY : Analyse et stratégies de filière, une approche nouvelle en agro-alimentaire - in Analyse de filière - Economica - Paris, 1985.

[18] R. PEREZ : "Introduction méthodologique sur l'articulation filières - stratégies" ; Economie industrielle Problématique et méthodologie, Economica, Paris, 1983.

[19] "La politique alimentaire", OCDE, Paris, 1981.

[20] Au lieu de "système alimentaire" ou "filière alimentaire" on peut aussi dire "système agro-alimentaire" ou "filière agro-alimentaire".

[21] Définition du comité-mixte OMS/FISE-FAO/FISE.

[22] M. C. LATHAM : Planification et évaluation des programmes de nutrition appliquée, FAO, ROME, 1972.

[23] "Integrated agro-industrie contribution and the present world food shortage", Vienne 1974.

[24] Notamment en matière d'analyse des filières agro-alimentaires et des échanges internationaux.

[25] Notamment JOSUE DE CASTRO qui a produit des travaux d'excellente qualité dès les années 1930. Dans ses différents ouvrages, l'auteur présente une bibliographie riche et variée, relative aux auteurs latino-américains. "Géographie de la faim", publiée pour la première fois en France en 1949 (Ed. Ouvrières), a eu un très large écho.

[26] JOSUE DE CASTRO : "Géographie de la faim", Editions du Seuil, 1972 note de l'éditeur.

[27] "Géographie de la faim", pages 15, 16, et 299.

[28] Marcel GANZIN, Directeur de la division des politiques alimentaires et de la nutrition - 1975.

[29] Parallèlement à JOSUE DE CASTRO déjà cité, les nutritionnistes anglais ont eu le mérite d'être les premiers à mener des enquêtes de consommation en Afrique. Parmi les nutritionnistes français, il convient de citer :

- J. PERISSE qui a effectué un important travail sur "l'Alimentation des populations rurales au Togo" (1954/58)
- M. AUTRET et M. GANZIN qui ont dirigé un cours FAO-OMS à Marseille de 1952 à 1955 : "nutrition et alimentation tropicale", FAO, ROME, 1957, 3 tomes.

[30] Réunions techniques de Bangkok (1960) ; de Genève (1961) Conférences de Douala (1961), la Napoule (1962), Gardone (1963).

[31] Réunion consultative interinstitutionnelle FAO/OMS OPS/UNESCO/FISE/CEPAL sur les politiques alimentaires et nutritionnelles nationales dans les Amériques ; Santiago, Chili, Mars 1973.

[32] Résolution V, première recommandation.

[33] Résolution V, deuxième recommandation.

[34] Parmi les nutritionnistes qui ont oeuvré à la promotion de l'approche intégrée des politiques alimentaires et nutritionnelles, il convient de citer :

- J. L. JOY : Department of Nutritional Services.
- P. R. PAYNE : Department of Human Nutrition - London

– G. H. BEATON : Ecole d'Hygiène, Université de Toronto -
Département de Nutrition.

Ainsi que M. PINES, A. BERG, J. HOPKINS, etc...

[35] À partir de 1975, ont été créés plusieurs instituts, réseaux, unités de recherches... consacrés aux problèmes alimentaires des pays en développement. Parmi ces nombreuses institutions, on peut citer : l'IFPRI ; l'IFDI ; "Systèmes alimentaires et Société" Programme de l'UNRISD ; le "Réseau stratégies alimentaires" ; l'unité de Recherche "Maîtrise de la sécurité alimentaire" de l'ORSTOM ...Etc.

[36] "Le Plan d'Action de Lagos pour mettre en oeuvre la stratégie de Monrovia pour le développement économique de l'Afrique" a été adopté par la Conférence au Sommet des Chefs d'Etats et de Gouvernements de l'OUA, réunie en session extraordinaire à LAGOS (NIGERIA) en Avril 1980.

[37] La dix-huitième session de la Conférence au Sommet de l'OUA a adopté les recommandations formulées dans le document "La famine en Afrique", établi conjointement par la FAO et le Secrétariat de l'OUA : "La Famine en Afrique". FAO, OUA, ROME - 1982, page 3.

[38] Programme mobilisateur n° 4 : "Recherche Scientifique et innovation technologique au service du développement du Tiers-Monde".